

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte Ouvrière

Mensuel de Lutte Ouvrière

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

La solution c'est nous !

Page 3

SIDR : l'État et le Département vendent les meubles

Page 4

Cars Mooland : la hargne anti-syndicale

Page 5

Mayotte : des Comoriens pourchassés

Page 7

CONTRE LA LOI TRAVAIL LA MOBILISATION SE POURSUIT !



Contre la loi travail la mobilisation se poursuit !

Les grèves et les manifestations du 14 juin contre la loi travail ont été un succès à la Réunion comme en France malgré les monceaux de calomnies déversés sur les travailleurs qui se mobilisent depuis plus de trois mois un peu partout en France, le chantage grossier à la solidarité avec les victimes des inondations, l'utilisation de l'Euro de football pour exiger la fin des grèves. Malgré tout, la grève à la SNCF se poursuit, les éboueurs tiennent bon et les pilotes d'Air France ont mis à exécution leur menace de grève. Ils ont raison.

Le gouvernement et le patronat observent-ils une trêve dans leur offensive contre les travailleurs ? Evidemment non, alors pourquoi les travailleurs le feraient-ils ?

On nous rebat les oreilles avec l'image de la France et la fête qu'est supposée être l'Euro de Foot. La ficelle est grosse. On peut être supporteur de foot, on peut même être sinistré, et ne pas accepter la démolition du code du travail !

Les droits des travailleurs ne valent-ils rien ? L'Euro dure un mois, mais c'est pendant des années que nous subissons les effets de cette loi, si elle est adoptée. Il y en a marre de tout ce chantage qui vise toujours à ce que les travailleurs se taisent et subissent.

Les travailleurs font des sacrifices depuis des années, ils doivent être toujours plus flexibles, travailler toujours plus, se mettre en quatre, se dévouer toujours et encore. Tout cela, pourquoi ? Pour que les actionnaires et les PDG s'en mettent plein les poches.

Hollande et Valls portent l'entière responsabilité de ce qui se passe. Ils accusent les opposants à la loi El Khomri d'être jusqu'au-boutistes, minoritaires, irresponsables. Mais qui est minoritaire dans cette affaire ? Qui s'obstine à imposer un projet de loi massivement rejeté par la population et la quasi-totalité des travailleurs ? Quant à l'irresponsabilité, elle consiste à faire reculer la condition ouvrière des années en arrière !

Le gouvernement prétend avoir levé les incompréhensions en faisant, comme il dit, de la « pédagogie ». Aucun travailleur n'est dupe. Si le patronat peut, par accord d'entreprise, déroger aux droits inscrits dans les conventions collectives, les reculs des conditions de travail se multiplieront. S'il peut licencier plus facilement, il y aura plus de licenciements et plus de précarité.

Les suppressions d'emplois, les reculs sur les

conditions de travail et les salaires sont la réalité vécue par des millions de salariés. Des cheminots jusqu'aux pilotes d'avion en passant par les ouvriers de Peugeot ou de Michelin, cette offensive prend exactement la même forme : celle de plans de compétitivité où il faut travailler plus avec plus de flexibilité et moins de compensations salariales, quand il ne s'agit pas de diminuer les salaires comme à Air France.

Il ne faut plus se taire et il faut continuer de dénoncer cette énième attaque gouvernementale comme nous le faisons depuis trois mois. Les manifestations annoncées par les syndicats après la grève du 14 et les diverses initiatives qui seront prises localement doivent être l'occasion de démontrer le rejet massif de la loi El Khomri. Tant que la contestation continue, rien n'est joué.

Mais l'enjeu de cette mobilisation dépasse le seul avenir de cette loi. La contestation recouvre un ras-le-bol plus global, une colère plus large contre l'offensive générale du patronat et le recul de l'ensemble de la société. En témoignent la variété des secteurs qui se sont lancés dans la mobilisation, les jeunes, les salariés du public et du privé, ceux des grandes entreprises et des PME.

Elle montre la volonté d'une fraction des travailleurs d'inverser le rapport des forces avec le patronat. Il ne s'agit encore que d'une minorité. Mais dans toutes les entreprises à l'échelle du pays, des travailleurs s'organisent, débrayent, font grève et manifestent. Partout, des travailleurs ne veulent plus se taire. Eh bien, il faut continuer dans cette voie car c'est la seule qui permettra aux travailleurs de se faire respecter !

C'est le plus important pour l'avenir. Car les travailleurs n'en ont pas fini avec les attaques patronales et, s'ils prennent l'habitude de résister, les choses se passeront bien différemment.

Le gouvernement et le patronat parient sur l'usure du mouvement. Certains ont déjà fait 8, 10, 20 jours de grèves, beaucoup de travailleurs ont déjà sacrifié un mois de salaire dans la grève.

Alors oui, c'est une lutte de longue haleine. Mais le monde du travail a des ressources, il y a des forces en réserve. Montrons au patronat et à ses sbires politiques que nous dénonçons leur offensive comme au premier jour. Montrons-leur que notre colère est intacte et que nous n'acceptons pas que la loi soit faite par le patronat !

La solution, c'est nous !

Reboostés par la dégringolade de Hollande et Valls dans les sondages, les dirigeants de la droite refont surface, chacun pour lui-même. Les anciens ministres de Sarkozy quadrillent les régions, en essayant de se démarquer de celui avec qui ils ont mené une politique pro-patronale entre 2007 et 2012. C'est bien à cause de cette politique favorisant les banques et le grand patronat, d'économies tous azimuts sur le dos des travailleurs (bouclier fiscal, remise en cause du droit de grève avec l'instauration du service minimum, recul de l'âge de la retraite, augmentation de la TVA, etc.), qu'ils se sont ramassés une veste électorale en 2012, en particulier à la Réunion où la droite a fait le plus mauvais score.

À moins d'un an de l'élection présidentielle de 2017, on les voit défiler à nouveau dans l'île : les Fillon, Juppé, Le Maire, Rama Yade et Sarkozy, avec toujours les mêmes solutions, aider les patrons à coup de millions et calmer la jeunesse à l'avenir bouché avec des contrats précaires.

En 2012, par réaction à la politique menée par la droite, 71 % des électeurs réunionnais ont voté pour la gauche, une gauche qui a repris et aggravé la politique de la droite. Tout cela montre que les travailleurs, les jeunes, les chômeurs et les petits retraités n'ont rien à attendre de ces équipes concurrentes, mais toutes d'accord sur un point, servir le patronat.

Aujourd'hui par les manifestations de rue contre la loi El Khomri, mais aussi demain dans les urnes, il faut que la voix des exploités se fasse entendre avec un programme clair correspondant à leurs intérêts : interdiction des licenciements, augmentation des salaires, répartition du travail entre tous sans diminution de salaires, arrêt des subventions et autres exonérations de cotisations sociales et fiscales au patronat.

C'est ce programme qu'entendent populariser les militants de Lutte ouvrière.

Un syndicat de proximité... avec le patronat

Jean-Pierre Rivière, secrétaire général de l'UIR - CFDT a déclaré le 1^{er} mai sur Antenne Réunion : « *Le fossé est large entre la CFDT et les autres syndicats sur la loi El Khomri* ».

Une façon de dire qu'à ce sujet il y a proximité affichée entre la CFDT, le patronat et le gouvernement !

Un avenir limité à trois ans ?

Fin 2012, le gouvernement Ayrault créait les Contrats d'Avenir dans le but, disait-il, de « *faciliter l'insertion professionnelle et l'accès à une qualification pour les jeunes en difficulté* ». À la Réunion, 4000 jeunes ont été recrutés par les mairies et autres collectivités espérant que leurs contrats allaient être reconduits.

L'État a décidé que ce ne sera pas le cas. Il ne leur concède qu'une seule chose, le droit de se pré-inscrire à Pôle Emploi avant le terme de leur contrat, précisant qu'ils ne pourront être embauchés par les

mairies qu'après avoir passé le concours d'agent administratif.

Ils n'auraient donc le choix qu'entre le retour au chômage et se présenter à un concours sans aucune chance d'être embauché, car les mairies sont dans l'incapacité financière de le faire.

Pour Hollande l'emploi est une priorité, c'est du moins ce qu'il ne cesse de dire. Mais entre dire et faire il y a une marge qui ne tient absolument pas compte de la détresse de ceux qui perdent leur travail ou qui n'en ont jamais eu.

Bello au secours de Valls

Alors que Valls et Hollande viennent de déclarer qu'ils étaient déterminés à faire voter la loi Travail quelle que soit l'opposition des travailleurs, Huguette Bello a adressé un courrier à Hollande

l'invitant à « *prendre en compte les aspirations du peuple* », lui rappelant qu'« *une majorité de gauche existe pour le maintien de la hiérarchie des normes et du principe de faveur, pour la mise en place de*

protections contre le dumping social entre entreprises ».

La députée du PLR veut montrer à ceux auprès de qui elle a encore du crédit qu'elle aura « tout fait » pour que les massacreurs des droits des travailleurs prennent une autre voie. C'est là une

façon bien hypocrite de ne pas comprendre que Hollande et son gouvernement ont justement l'intention de remettre en question la hiérarchie des normes et qu'ils sont prêts à sacrifier les intérêts des travailleurs sur l'autel du profit capitaliste.

SIDR : l'État et le Département vendent les meubles



À la suite de la décision de l'État de céder ses 53% de parts dans la SIDR (Société immobilière du département de la Réunion) au profit de la SNI (Société nationale immobilière), filiale de la Caisse des dépôts, le Conseil départemental a annoncé à son tour son intention de se débarrasser de ses 43% de participation dans la SIDR. Si cette opération se réalise, la SNI détiendrait 96% de cette société de construction de logements sociaux à la Réunion.

En guise d'explication, la majorité au Conseil départemental prétend que la collectivité ne veut pas se retrouver seule dans une position minoritaire au sein de la SIDR et espère que l'État revoie sa position en soutenant financièrement le Département pour que celui-ci acquière 10% de plus dans le capital et en assure le contrôle. Mais à cette demande le gouvernement a déjà opposé une fin de non-recevoir.

En vendant ses parts de la SIDR à la SNI, comme d'ailleurs il le fait pour les six autres sociétés composantes de la SIDOM (Société immobilière des

Dom), l'État assure qu'il ne désire plus la dispersion des gouvernances de ces sociétés immobilières et qu'il ne se désengagera pas du financement de la construction des logements sociaux en Outremer.

Mais en passant la main à la SNI, la Caisse des dépôts et indirectement aux Agences de Développement, l'État n'offre aucune garantie que ces établissements financiers maintiennent les mêmes moyens, déjà bien insuffisants, pour la construction et la rénovation de logements sociaux, mais pire laisse les mains libres aux futurs dirigeants qui recherchent la rentabilité comme l'actuel président de la SNI André Yché. Ce dernier a déclaré vouloir « *sortir d'une vision administrative, passéiste, de la politique du logement pour une vision plus entrepreneuriale* », ceci afin de pouvoir augmenter les prix des loyers dans l'avenir.

C'est dans cet esprit que le patron de la SNI voudrait remettre en cause le statut d'occupation à vie d'un locataire d'un logement social, ce qui permettrait aux bailleurs sociaux de vendre une part plus importante de leur patrimoine pour constituer des fonds propres et solliciter moins les fonds publics.

Ce qui anime donc les dirigeants de ces groupes qui fricotent avec les milieux affairistes ce n'est pas la volonté de satisfaire les besoins en logements de la population mais leur soif de profits.

C'est la raison pour laquelle il est intolérable de laisser la construction de logements entre les mains des requins de l'immobilier, de la finance et du BTP qui s'engraissent sur le dos des locataires, en particulier des plus pauvres, et qu'il faut la confier à un véritable service public de la construction sous le contrôle des travailleurs.

Je m'en vais comme un prince...

Yann De Prince, patron de plusieurs entreprises informatiques, ex-président du Medef Réunion a décidé de céder la place après six ans passés à la tête du syndicat patronal pour s'occuper à plein temps de ses affaires. Il vient de racheter Kosc, un opérateur internet en métropole.

Comme Gattaz, il ne critique la loi El Khomri que parce qu'elle ne va pas assez loin dans la démolition des droits des travailleurs. Il déclare ainsi

dans une interview au Quotidien du 13 juin 2016 qu'il « *aurait aimé une vraie refonte du droit du travail avec un Code du Travail tenant dans 80 pages* » (il en fait 3000 aujourd'hui !). Il ne peut s'empêcher aussi de cracher sur la CGT qu'il considère non pas comme une organisation terroriste, mais plutôt comme une organisation de voyous.

En voilà un qu'on ne regrettera pas. Le seul problème, c'est que derrière De Prince la relève est

assurée. Le combat contre le Medef et sa politique anti ouvrière continuera donc de plus belle.

DANS LES ENTREPRISES

Cars Mooland : la hargne anti-syndicale



Jeudi 2 juin, une vingtaine de conducteurs de cars de l'entreprise Mooland ont manifesté devant les portes de l'entreprise pour soutenir leur délégué syndical, Arnaud Cadarsi, mis à pied et menacé de licenciement.

Ce dernier est accusé d'avoir organisé des « grèves illégales » dans l'entreprise. En réalité il a

appelé les travailleurs à cesser le travail dans le cadre d'un appel national contre la loi Travail, il a aussi mobilisé les salariés de l'entreprise pour faire respecter les temps de travail et de repos dans l'entreprise, milité pour l'augmentation des salaires qui plafonnent au SMIC après 17 ans d'ancienneté ! Enfin, c'est lui qui a pris l'initiative, avec succès, d'une action contre la décision des patrons des entreprises de transports de faire voyager debout les passagers sur les trajets interurbains.

On comprend que son patron veuille se débarrasser d'un tel empêcheur d'exploiter sans limites ! Mais là, il est tombé sur un os car cette injustice a déclenché un fort mouvement de solidarité autour de ce délégué. Le comité d'entreprise a voté majoritairement contre son licenciement. Alors tout ce qu'on souhaite à ce patron, c'est qu'il se prenne encore plein d'autres gadins et bien sûr que l'inspection du Travail refuse sa demande de licenciement !

Grève sur le chantier de la NRL

Deux mois après la grève des ouvriers du BTP pour l'augmentation des salaires que refusait d'accorder le patronat, les 126 ouvriers de Vinci travaillant à la fabrication des voussoirs du pont de la future NRL ont à nouveau cessé le travail mardi 31 mai pour obtenir l'augmentation de leur prime de

résultat. Après une journée de grève, la direction de Vinci acceptait d'augmenter leur prime de 60 %.

Un succès donc pour ces travailleurs qui par leur détermination collective font la démonstration que les patrons ont les moyens de payer ! Un exemple à suivre.

Auto moto : salaires à la traîne, mais profits à la hausse

« *L'automobile va mieux* » a déclaré le président du syndicat de l'importation et du commerce de la Réunion (SICR), Frédéric Foucque... mais pas le traitement des salariés de ce secteur auxquels les patrons des concessions Renault, PSA, Volkswagen et Cie refusent toujours l'application de la convention collective nationale.

Les ventes se sont à nouveau envolées au cours des 4 premiers mois de cette année (+ 10%), les prix

de vente des véhicules sont toujours aussi élevés pour les acheteurs, comme l'heure de travail facturée pour les réparations (entre 40 et 70 euros) alors que les taux horaires payés aux ouvriers dépassent à peine le SMIC. Ça n'a jamais autant carburé pour les profits des capitalistes de l'auto-moto, mais les salaires restent au point mort.

Mayotte : des Comoriens pourchassés

Depuis le début de l'année, des Mahorais regroupés en de prétendus « collectifs citoyens » organisent des expéditions punitives pour expulser des Comoriens en situation dite irrégulière ou supposée telle. Au moins un millier de « ces étrangers indésirables », des hommes, des femmes et des enfants venus des îles voisines, ont été jetés à la rue.

Des dizaines de villages du sud de Mayotte ont déjà eu à subir des opérations émanant de ces groupes de villageois. Ils arrivent en voiture, souvent armés de couteaux et de bâtons pour chasser les Comoriens de leur domicile en criant « Nawa lawé ! » (« Qu'ils partent ! », en langue locale). Les cases des victimes sont brûlées. Certaines familles, par crainte de violences, préfèrent quitter leurs foyers avant l'arrivée des convois punitifs. Sans toit, elles se retrouvent sur le bord des routes où elles sont accueillies par des Mahorais choqués par de telles situations. D'autres se réfugient dans des campements dressés par Médecins du monde, dans des conditions sanitaires désastreuses et avec peu de nourriture.

Face à ces exactions, des associations de Mahorais, de Comoriens, ou la Ligue des droits de l'Homme, ainsi que des élus de Mayotte et de La Réunion, en appellent aux autorités françaises pour qu'elles mettent fin aux violences en rétablissant « l'État de droit ». Mais si revendiquer « l'État de droit » peut revenir à demander à la police de stopper les agresseurs, cette demande conduit également à ce que soit menée la lutte contre l'immigration clandestine des Comoriens à Mayotte.

Actuellement, sur une population de 230 000 habitants, 40 % seraient des étrangers, en grande majorité des Comoriens. Arrivant à Mayotte, ils fuient la misère qui règne dans les trois îles voisines qui, avec le département français, composent l'archipel des Comores. À Mayotte, qu'ils atteignent le plus souvent clandestinement en risquant leur vie à bord d'embarcations légères, et non sans avoir payé des sommes importantes à des passeurs sans scrupules, les migrants espèrent trouver du travail, bénéficier de soins médicaux et scolariser leurs enfants.

À Mayotte, devenue le 101^e département en 2011, le chômage touche officiellement 19 % de la population active (61 % chez les jeunes), et plus de 27 % des habitants vivent sous le seuil de pauvreté. Dans une telle situation, et comme l'ont montré les récentes grèves et manifestations, la colère de la majorité des Mahorais est dirigée contre l'État français qu'ils accusent, à juste titre, de les avoir oubliés en maintenant leur île et sa population dans un état de sous-développement chronique. Depuis 1974, date à laquelle la France a pris la décision de garder Mayotte

dans son giron, l'île devenue française est restée à la traîne, même par rapport à La Réunion voisine.

Pour donner aux Mahorais l'illusion que des efforts ont été entrepris pour qu'ils puissent être considérés comme des citoyens à part entière, les gouvernements de France leur ont servi pendant 37 ans des changements successifs de statuts présentés comme des étapes pour accéder à la départementalisation. Mais loin d'améliorer de façon substantielle les conditions de vie des Mahorais, l'État français leur a surtout compliqué les relations avec les populations sœurs des Comores, notamment à partir de 1995 quand, sous le gouvernement Chirac-Balladur, la libre circulation a été interdite entre les îles, avec l'obligation d'un visa pour se rendre à Mayotte.

Devenus étrangers à Mayotte, la plupart des Comoriens sont aujourd'hui traqués par les autorités françaises, conduits manu militari dans le centre de rétention de la capitale, avant d'être renvoyés dans les autres îles des Comores. Si des groupes réactionnaires de Mahorais s'attaquent aux plus pauvres, c'est aussi qu'ils prennent exemple sur les agissements des autorités françaises dans l'île. Dans les événements déplorables qui se produisent aujourd'hui à Mayotte, l'État porte une grande part de responsabilité.

PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE :

MARCHÉ DU CHAUDRON
DIMANCHE 19 JUIN de 8H30 à 10H00

MARCHÉ DE SAINT BENOÎT
SAMEDI 25 JUIN de 8H30 à 10H00

MARCHÉ DE SAINT PIERRE
SAMEDI 9 JUILLET de 9H00 à 10H30

MARCHÉ DE SAINT ANDRÉ
VENDREDI 15 JUILLET de 8H30 à 10H00

MARCHÉ DU CHAUDRON
DIMANCHE 17 JUILLET de 8H30 à 10H00

Pour nous contacter :

Ecrire à BP 184 97470 SAINT BENOÎT

e-mail : contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org